

GAZETTE

DES FEMMES

COMMUNIQUÉ

Pour diffusion immédiate

CNW-01

GQM-00660

Dossier spécial de la *Gazette des femmes* **Femmes à vendre**

Dans Internet, les catalogues de filles à marier poussent à la vitesse du champignon magique. Le consommateur moyen a 40 ans et est prêt à payer 15 000 \$ pour s'attacher une épouse docile qui comblera tous ses besoins.

Québec, le 16 mai 2005 – « Il y a eu une augmentation fulgurante du phénomène des promesses par correspondance (*mail order brides*) dans la dernière décennie », déclare la juriste Marie-Claire Belleau. En provenance de l'Europe de l'Est, de l'Asie, de l'Amérique du Sud et de l'Afrique, elles sont des milliers de candidates à poursuivre le même objectif : conquérir un mari dans le but de se sortir de la misère économique. La *Gazette des femmes* de mai-juin fait la lumière sur le sujet, dans un dossier signé Nicole Beaulieu.

Il suffit de trois clics pour tomber sur un site où l'on magazine les fiancées comme des objets en glissant leurs photos dans un panier d'épicerie ! Internet a provoqué une telle explosion de l'offre (un seul site mère, tel que Goodwife.com, peut abriter plus de 300 agences ou organisations connexes) que toute tentative de comptabilité paraît dérisoire.

Les mariages qui découlent de ce « magasinage » sont rarement un succès. Des écarts d'âge de 20, 30, voire 50 ans, séparent parfois les hommes de leur future épouse. À la merci d'un mari qui les parraine, ces *mail order brides* se retrouvent souvent confinées à la maison, dans le rôle de bonne, privées de contact avec l'extérieur et, dans certains cas, victimes de violence. « Elles ont trop peur d'être renvoyées dans leur pays pour parler », affirme Cynthia Palmaria, ex-présidente de PINAY, l'association des femmes philippines à Montréal.

Dans les pires scénarios, la promesse par correspondance tombe entre les bras d'un proxénète. « On voit des consultants en immigration sans scrupules qui vont profiter de l'innocence de *mail order brides* pour les attirer dans des guets-apens », confirme le sergent Alain Petit, de la sous-direction des questions d'immigration et de passeport à la GRC.

Autre filière pour entrer au Canada : le travail domestique. Les immigrantes constituent 80 % des quelque 20 000 travailleuses dans ce secteur au Québec. Là aussi, des cas d'abus se produisent, de l'exploitation économique à l'agression sexuelle. « C'est hallucinant, dégueulasse, tout ce qu'on peut te demander pour le salaire minimum », raconte Carmen Nunez, ex-aide familiale d'origine mexicaine. « On reçoit beaucoup d'appels de gens qui cherchent quelqu'un pour aller vivre avec un parent malade ou âgé, explique Louise Dionne, directrice de l'Association des aides familiales du Québec. Payée pour 40 heures semaine, elle est prise jour et nuit, à peine si elle

réussit à aller faire une petite marche autour de la maison. Si l'État ne se décide pas à agir rapidement, on va se retrouver mal pris avant longtemps. »

Quant au trafic sexuel, qui toucherait 700 000 femmes et enfants dans le monde, il a aussi des retombées au Canada. Tout commence souvent par une petite annonce des plus banales dans les journaux : on cherche quelqu'un pour garder des enfants ou travailler dans l'hôtellerie. Même des prostituées de métier se laissent duper. « Elles ne savent pas qu'une fois arrivées à destination, elles pourront se voir obligées de travailler dans des conditions d'esclavage : gardées sous verrous, escortées dans tous leurs déplacements, forcées de travailler pour rembourser leurs dettes, leurs papiers d'identité confisqués », explique le sergent Alain Petit.

Au regroupement des CALACS, la porte-parole Michèle Roy s'indigne du traitement réservé à celles qui dénoncent les proxénètes. « On monnaie le témoignage des femmes en leur faisant miroiter la possibilité de rester au pays. Une fois qu'elles ont parlé, c'est bye-bye ! Est-ce que je peux vous dire que ça ne les incite pas du tout, mais pas du tout, à dénoncer ? »

À lire aussi dans le numéro de mai-juin de la *Gazette des femmes*, un article inédit sur les césariennes à la carte. Il y a 35 ans, 5 % des petits Québécois naissaient par chirurgie. Aujourd'hui, c'est quatre fois plus. Et de plus en plus de femmes exigent la césarienne. L'accouchement naturel a-t-il encore un avenir ? La journaliste Danielle Stanton a enquêté sur le sujet.

À signaler, la *Gazette des femmes* vient de remporter le Prix de journalisme dans la catégorie Reportage – tirage de moins de 50 000, aux Grands prix de rédaction 2005 des Magazines du Québec. L'article que signe la journaliste Danielle Stanton « La Charia au Canada : une menace pour les musulmanes » mérite cette distinction.

– 30 –

Source : Claire Gagnon
Tél. : (418) 644-3012
courriel : claire.gagnon@csf.gouv.qc.ca

**Le numéro de mai-juin de la *Gazette des femmes* est en kiosque à partir du 20 mai 2005.
Tél. : 1 800 667-4444 ou (514) 875-4444 Internet : www.abonnement.qc.ca**